

Le 8^e conseiller d'État genevois tire sa révérence

Carnet noir Michel Barde défendait un État svelte tout en cultivant le partenariat social.

Michel Barde n'est plus. L'ancien secrétaire général de la Fédération des syndicats patronaux, comme on disait, rebaptisée Fédération des entreprises romandes (FER), est décédé à l'âge de 83 ans, a annoncé sa famille. Il s'est éteint paisiblement dans son sommeil, entouré des siens, à deux jours de son 84^e anniversaire.

Michel Barde a dirigé le mouvement patronal entre 1982 et 2007, succédant à son oncle Renaud. En 2007, il avait laissé la place à Blaise Matthey, avant de se lancer dans une nouvelle aventure, un mandat à la Constituante. L'ancien représentant patronal, vice-président de l'Organisation internationale des employeurs, membre du conseil d'administration du Bureau international du travail, avait enfin pu croiser le fer dans une assemblée parlementaire avec Christian Grobet, autre monstre sacré des années 80.

Une voix qui portait

«Michel Barde... Mon premier souvenir, c'est sa voix», raconte l'ancienne conseillère d'État libérale Martine Brunschwig Graf. Ancienne responsable de la Société pour le développement de l'économie suisse, elle a bien connu cette personnalité assez remarquable à la voix basse d'acteur. «C'était un esprit polémique, avec une grande liberté d'esprit liée à son passé de journaliste et de délégué du CICR. C'était la voix de l'économie, mais ce n'est pas un fonctionnaire d'organisation patronale», explique l'ancienne élue.

Au nom de l'économie, il défendait de manière percutante un État svelte et s'opposait sans états d'âme aux innovations du style congé parental: «Je ne suis pas pour un État faible, mais pour un État qui ne soit pas gras», précisait-il. C'était aussi un défenseur du partenariat social. Jacques Robert, ancien responsable du syndicat SIB, le confirme: «Comme Michel Barde ne négociait pas de conventions collectives, il avait effectivement gardé une certaine ouverture sur les questions de justice sociale.»

Le huitième conseiller d'État, comme on le surnommait jadis, «a toujours cultivé une attitude ambivalente avec la politique, se souvient son successeur à la FER Blaise Matthey. Elle l'attirait beaucoup et on a évoqué sa candidature possible au Conseil d'État,

mais, en tant que représentant d'organisation, devant faire la synthèse à l'interne entre des points de vue différents, il était voué à une certaine discrétion.»

En termes d'action politique, Michel Barde, descendant d'une dynastie familiale libérale, a donc dû faire un peu le poing dans sa poche, observant avec scepticisme l'équipée des secrétaires patronaux ou permanents d'associations professionnelles, candidats au Grand Conseil sur des listes de l'Entente au début des années 2000.



Le «patron des patrons» influençait fortement la politique genevoise. TDG

Gabriel Barrillier en était. L'ancien secrétaire de la Fédération des métiers du bâtiment (FMB) se souvient de cette personnalité «brillante hyperintelligente», de sa taille imposante et de sa capacité de synthèse: «Il aurait pu faire tous les métiers, politicien, lobbyiste, journaliste, diplomate.»

Personnalité paradoxale

À vrai dire, ces métiers, Michel Barde les a tous un peu faits. Avant de rejoindre le monde patronal, il avait connu un parcours atypique. Passionné de théâtre dans sa jeunesse, il commence sa carrière comme journaliste au «Journal de Genève». Il intègre ensuite le Comité international de la Croix-Rouge, où il œuvre notamment comme négociateur lors de la crise de Zarka, en Jordanie, en 1970, après le détournement de trois avions par le Front populaire de libération de la Palestine.

«C'était une personnalité étonnante, résume Blaise Matthey, très cultivée, très ouverte sur le monde de par son travail au CICR, mais aussi profondément conservatrice. Il ne voulait pas que le monde change trop vite et a refusé d'avoir un ordinateur le plus longtemps possible.

Marc Bretton